

débat aura sur notre coalition, et de l'aide qu'elle pourrait fournir à ceux qui désirent briser notre union, qu'ils craignent encore plus que notre force.

A la lumière de ces remarques, je regrette que le député de Peace River (M. Low) ait, le 21 mars, fait les observations que je vais maintenant citer à même le texte de son discours:

Dans un message au Congrès, le président des États-Unis, parlant de ce qu'on a appelé par la suite le programme de sécurité mutuelle, a dit qu'il n'y avait qu'une alternative, la guerre préméditée et délibérée, ou le repli des États-Unis dans l'hémisphère occidental.

Il suffit de lire le texte de la déclaration de M. Truman pour se rendre compte que l'honorable représentant de Peace-River (M. Low) en a tiré de fausses conclusions. Je suis certain qu'il ne l'a pas fait à dessein. Le passage pertinent de la déclaration du président, et il convient peut-être de signaler aussi ces mots à l'honorable représentant d'Acadia (M. Quelch), qui a dit dans son discours que bien des Américains désirent réellement se lancer dès maintenant dans une guerre, était, et je cite maintenant le texte de la déclaration du président:

Examinons un instant le coût des dispositions que nous pourrions adopter au lieu de notre ligne de conduite actuelle.

Il s'agit de la ligne de conduite prévoyant l'assistance aux pays étrangers en vertu du programme d'aide mutuelle. M. Truman poursuit:

Aucune nation démocratique ou craignant Dieu ne songerait un seul instant à se lancer de propos délibéré, dans une guerre préméditée. Cependant, si nous étions assez insensés pour y songer, il en résulterait évidemment des dépenses beaucoup plus élevées qu'en ce moment, sans compter le terrible gaspillage et la destruction de vies humaines, de propriétés et de ressources naturelles.

Il ajoutait:

Nous pourrions, par ailleurs, réduire nos engagements et nous retirer dans l'hémisphère occidental. Cette solution, de prime abord, pourrait séduire parce qu'elle nous libérerait des contributions que nous faisons en ce moment à la défense collective. En fait, pourtant, ce retrait nous obligerait à remplacer la contribution que la collaboration de nos alliés fournit à notre propre sécurité.

Ainsi parlait M. Truman, fort sagement, je pense. J'espère que le sens fautif qu'on a donné à ces propos sera mal accueilli chez nous. Dans sa déclaration l'honorable député d'Acadia ne tenait naturellement aucun compte de la politique à laquelle donne forme le programme d'aide mutuelle, ne considérant que les deux autres solutions.

M. Quelch: Je n'ai pas parlé du discours de Truman, pas du tout, mais d'une déclaration faite par certains militaires.

[L'hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Pearson: Je voulais dire l'honorable député de Peace-River. Je m'excuse auprès du représentant d'Acadia.

J'ai dit dernièrement, et je le répète aujourd'hui en terminant, que nous nous engageons dans l'étape la plus difficile de la constitution de l'OTAN, qui doit être notre meilleure garantie contre la guerre. Nous en sommes au point où, en Europe, on a senti quelque peu se dissiper le sentiment d'une crise immédiate en même temps que s'alourdit le fardeau économique et financier du programme de sécurité collective grâce auquel, justement, a pu être réalisée cette amélioration.

Pendant cette période, je crois que notre politique, notre attitude et nos objectifs au Canada devraient se fonder sur les principes suivants:

Il nous faut reconnaître que le but premier de notre coalition est d'obtenir une puissance militaire de défense suffisante mais que chaque mesure tendant à ce but doit tenir compte des circonstances économiques et politiques;

Il nous faut reconnaître qu'une économie forte et saine est nécessaire au succès de notre effort de défense dans le cadre de l'OTAN;

Il nous faut reconnaître que, même si les chefs militaires assument de graves responsabilités et que leur influence doit être importante, l'OTAN n'en est pas moins plus qu'une alliance militaire et que dans des démocraties telles que la nôtre les représentants civils du peuple détiennent le pouvoir;

Il nous faut reconnaître l'orientation et l'importante contribution apportées par les États-Unis à notre coalition destinée à assurer la paix; que nous ne devons pas dénigrer injustement cette orientation ni cette contribution. Il nous faut aussi reconnaître que l'OTAN est une association et que tout membre a le droit et le devoir de s'y exprimer franchement sur les problèmes qui surgissent et qu'il ne peut nullement être question qu'un membre de la coalition veuille imposer son propre point de vue;

Il nous faut reconnaître finalement que notre effort collectif en vue d'atteindre à une force militaire suffisante n'est pas un but en soi mais uniquement un moyen vers un but, l'établissement de la paix par le règlement de problèmes politiques par voie de négociations.

En fin de compte, on nous jugera non pas d'après l'acquisition de notre puissance mais d'après l'usage que nous en ferons.

M. Macdonnell (Greenwood): Puis-je faire remarquer qu'il est six heures?

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)